

Laurent Gervereau

Gouverner

Les invisibles prennent la parole



[www.see-socioecolo.com]

Quelques principes

- Nous défendons d'abord les libertés de comportement individuelles, quand elles ne nuisent pas au groupe, dans tous les domaines (religieux, philosophiques, culturels, affectifs...)
- Nous souhaitons des éducations adaptées à l'environnement de chaque individu, permettant à l'âge adulte de choisir et de changer
- Nous pensons qu'il faut retourner au local, s'occuper de son univers directement visible, dans des échanges locaux-globaux
- Nous refusons toute idée de modèle, de société parfaite, d'idéologie du progrès. Nous sommes des EXPÉRIMENTATEURS et des évolutionnistes. Nous concevons la science comme une chaîne sans fin de remises en questions
- Nous sommes des humanistes (justice sociale) et des environnementalistes (durabilité des comportements). Le rapport local-global est une combinaison entre le maximum d'expériences de terrain (coopératives, mutualisme...) et un pacte global essentiel pour des règles minimales d'action (contre meurtre, vol, excision, chasse aux homosexuels, agression armée, censure, accumulation de l'argent...) et de prescriptions environnementales
- Nous sommes rétro-futuros, dans le sens où nous avons une philosophie de la relativité, qui est une philosophie du respect de toutes les communautés humaines non agressives, du choix parmi ce qui semble fonctionner ici et ailleurs, hier et pour demain
- Nous considérons qu'il existe un seul enjeu véritable : notre devenir personnel et le devenir de la communauté humaine au sein d'un environnement dont elle est responsable et qui la conditionne
- Nous défendons la diversité et voulons la diversifier encore dans l'aventure heureusement éphémère qu'est la vie
- Nous sommes des millions qui nous taisons

Pour sortir de l'ombre et nous aider :

www.see-socioecolo.com

L'Apocalypse, et après ?

Je tire ce titre réjouissant du "What are you doing after Apocalypse? », exposition de mon ami Marc-Olivier Gonseth au Musée d'ethnographie de Neuchâtel. Cela fait longtemps en effet que nous pouvons subodorer quelque stratégie du découragement dans les « crises » successives nous tombant sur la tête depuis 1973. Taisez-vous, c'est la crise ! Ne vous plaignez pas, c'est la crise ! Les prix montent partout, sauf les salaires, c'est la crise ! Attention, le pire est à venir, c'est la crise !

Pendant ce temps, record de bénéfiques, nouveaux rentiers, oligarchie politico-médiatico-financière. Nous vivons une caricature. Qui nous ? Ces millions de personnes qui ne veulent cautionner ni ce monde de la course en avant productiviste, source d'inégalités exponentielles et détruisant matériellement et culturellement notre planète, ni un monde qui serait celui d'une société parfaite, arrêtée, figée, grand hôpital planétaire pour esclaves normalisés. La **justice** de base et la **durabilité** sont nos deux mots d'ordre. Ils se complètent au sein d'une conception des organisations sociales qui est celle d'**évolutions** perpétuelles nécessaires et de la défense des **diversités** : pas de modèle parfait, diversifions les diversités.

Tout craque et on veut juste RAFISTOLER. Nous disons halte aux rois de la bricole : je colmate et advienne que pourra. Mais comment déchirer le voile ? Sûrement pas par le meurtre et la violence. Ils ont perdu nos aînés anarchistes, en étant des alibis pour toutes les répressions. Disons-le : le mouvement libertaire – seul à expérimenter au XIXe siècle des voies parallèles d'organisation plausibles avec le mutualisme ou la coopérative, à encourager les libertés individuelles — a été broyé par l' « action directe ». Gandhi a compris l'importance de la non-violence : nous sommes résolument des non-violents ; mais pas des passifs.

L'indignation ? Cela fait une paille que nous le sommes, indignés. Maintenant, il est temps de passer à une nouvelle phase, celle de l'**expérimentation**.

11 heures 11 minutes 11 secondes le 11 / 11 / 2011, j'ai encore échappé à la fin du monde. Qu'est-ce que ça fait d'être un survivant ? Cela fait que nous nous occupons de l'essentiel. Nous regardons autour de nous au *premier degré* et refusons les empilements d'apparences, les mauvaises habitudes sociales. C'est un dessillement.

Il s'opère d'abord dans sa vie personnelle. Je l'ai traité à travers le « Petit guide de la vie quotidienne » paru au sein de l'ouvrage *Pour une philosophie de la relativité* (voir [www.gervereau.com / livres](http://www.gervereau.com/livres)) : se gouverner, prendre conscience de sa responsabilité, construire une éducation pour des choix éclairés de l'adulte et évolutifs. Nous n'y reviendrons pas. Mais quelles conséquences sur la vie sociale de l'individu et les modes d'organisation ? Voilà le défi d'aujourd'hui : comment imaginer nos liens du local au planétaire ? Comment redonner du sens à notre vivre-en-commun ?

C'est parce qu'il y a une crise généralisée des idéologies, des croyances, des modes de vie, qu'il est temps de prendre les questions de fond à bras-le-corps. On nous dit : « Utopistes, rêveurs, glo-seurs, passez au large, nous avons les mains dans le cambouis ! » Nous répondons : « Analysez votre situation pour cesser de vous démener dans l'urgence en pure perte ou pour aller à votre perte ! Cessez d'être tacticiens pour devenir stratèges ! » Il est urgent de définir un cap, des caps, d'agir à court terme avec une vision du long terme. Arrêtons de manger du chiffre à toutes les sauces, ne soyons plus des économistes du replâtrage, mais devenons des politiques du vouloir.

La tentation autarcique : un monde relatif

Quand tout s'écroule, que nous sommes environnés par le mensonge et la gabegie, que les inégalités croissent (hormis les héritiers, qui peut payer son loyer ou ses traites à Paris? Qui peut supporter le coût des produits de la vie quotidienne, alors que les salaires stagnent et les carrières sont sans espoir?), la tentation est grande d'arrêter, de laisser tomber cette course folle.

Asocial

Cela peut se faire de façon très radicale en devenant ermite, en larguant tous et tout. En dehors de ses acceptions religieuses en Inde, au Japon ou en Europe, cette attitude peut s'inspirer de Thoreau ou de Stirner. Elle peut être aussi une forme du *déclassement* de nos villes, dont nous pouvons nous sentir si proches. Si proches par crainte – car vite nous sommes à la rue. Si proches par attirance, car cela peut avoir l'aspect d'une désocialisation, d'une liberté retrouvée par le refus du carcan social si lourd aujourd'hui, jusque dans son contrôle médicalisé. Malheureusement, souvent les contingences bêtes et douloureuses transforment la liberté en esclavage suicidaire.

Il n'empêche qu'au-delà de ce déclassement, il peut y avoir des mises à l'écart volontaires et structurées qui sont autant de gifles vis-à-vis de sphères n'écoulant plus rien, de médiocrités en boucle. La DÉVALORISATION PROGRAMMÉE DE L'INTELLIGENCE pour mieux disposer de cervelles passives, provoque l'aigreur et l'écœurement. Désormais, à l'ère du n'importe quoi déversé à longueur de journée tandis que les 10 mêmes tournent en boucle pour répéter les mêmes banalités depuis 30 ans, parfois de plus en cirant les bottes de droite en ayant ciré les bottes de gauche, Einstein ou Proudhon pourraient écrire et parler dans le vide et l'indifférence générale. Tout juste quelques publicitaires leur piqueraient les idées qu'ils n'ont pas pour les abâtardir en machines à vendre (sans les citer, bien sûr).

S'isoler radicalement ou quitter un pays définitivement ingrat, seul capable de surévaluer ses morts en laissant crever ses vivants, paraît légitime et même logique. La nouveauté est que vos traces pourront disparaître totalement, soit par destruction, soit noyées dans l'immensité de la production.

Mais la solitude radicale ne concerne pas seulement les savants et les créateurs. Elle est une tentation généralisée. Sa version religieuse (ermites) est une des plus anciennes. Sa version philosophique (Diogène) hante nos consciences. Sa version pragmatique (cabane dans les bois, tente ou abri sous roche dans le désert) se répand. N'attendons pas à cette liberté fondamentale.

Maintenant, il est une autre manière de vivre l'isolement : la constitution de micro-sociétés autarciques ou quasi-autarciques.

Micro-communautés

Il s'agit d'un rêve des plus répandus : une vie de groupe choisie. L'utopie de la famille restreinte occidentale (parents et enfants) est la forme majoritaire d'idéologie du bonheur communautaire désormais. Elle reste, comme toutes les autres, un pari. Un danger d'étouffement

aussi. Voilà pourquoi ce pari se décline souvent en strates avec la famille élargie, le village, l'immeuble et le quartier... Souvent, cependant, ces micro-communautés ne sont ni autarciques, ni isolées. Elles s'insèrent dans un tissu plus large. Et subissent, de fait, les pressions et influences de ce tissu.

Mais des raisons religieuses ou idéologiques ont créé de vrais communautarismes autarciques. Les monastères sont l'exemple planétaire le plus probant. Il existe aussi les Amish ou des « sectes » (on appelle souvent secte ce qui n'est pas de sa croyance) sur tous les continents ou des lieux-dits alternatifs (squats) et à règles singulières (Christiania à Copenhague).

Nous savons néanmoins combien le rite immuable de ces sociétés fermées peut devenir concentrationnaire et les faire éclater. Mais sous quel argument intellectuel valable irions-nous interdire ces comportements ? La « désobéissance civile » (titre d'ailleurs imposé postérieurement au célèbre article de Thoreau) reste une attitude respectable. Qui ne veut pas vivre dans l'ordre social commun et pratique l'autarcie a droit de ne pas payer d'impôts, des Wayanas en Guyane à des communautés en Afrique australe ou en Auvergne. Toute la question réside dans la limite espace privé-espace public et dans un pacte planétaire de comportements éthiques minimaux.

Car le danger n'est pas pour l'instant l'émiettement humain en millions de micro-communautés, il serait davantage dans l'uniformisation des comportements. Pour autant, face à cette uniformisation, le communautarisme séduit, car il permet d'être en société tout en se sentant « protégé » par un groupe, faisant partie d'une « élite » (ceux qui sont dedans, par rapport à ceux qui sont dehors, ce qui constitue d'ailleurs généralement la base de la xénophobie). Une telle attitude recèle alors un danger patent : l'affrontement des communautés. De surcroît, elle contrevient au grand phénomène actuel : nos **identités imbriquées**. En effet, le brouillage des repères et la circulation des images provoque des adhésions sélectives, individuelles et variées (le foot, les sushis, la bande dessinée, Allah et McDonald). Mais ne vont-elles pas se durcir sur des phénomènes de mode « mainstream » permettant de s'identifier à bon compte, même religieux (se distinguer par le port du voile) ?

Réseaux locaux

Certains individus sur la planète vivent encore selon la forme la plus ancienne d'existence : le nomadisme sans propriété, sans argent et avec une conception du monde animiste. Nous nous apercevons aujourd'hui, en traversant les continents (j'ai eu la chance d'observer ces comportements en forêt amazonienne, en Mongolie, au Laos), que ces peuples vivent dans une assez grande harmonie avec leur environnement. Ils ne sont pas isolés mais fonctionnent dans la mobilité et la solidarité de réseaux locaux. Ils pratiquent une totale ignorance de l'État. Ce n'est même pas un dépérissement mais aucun des signes et des manifestations de l'État ne les concerne. Ils ont un mode de vie modeste mais pas pauvre (la pauvreté, c'est la carence, la faim). Ils ne sont pas illettrés, ignares : ils ont une connaissance très fine de leur environnement, qui reste la seule chose nécessaire dans leur vie. Quelle prétention et quel mépris de vouloir leur apprendre notre savoir qui leur est non seulement inutile mais néfaste ? Tenons les médecins et les professeurs à l'écart quand il est encore temps.

Malheureusement, il n'est plus temps. Nous avons pollué matériellement et culturellement l'ensemble de la planète. La plupart de ces peuples sont menacés aujourd'hui par une acculturation galopante avec les produits de pacotille que peuvent fournir nos industries. Le nomadisme fait peur et est réprimé (même les Roms en France). La Mongolie veut sédentariser son peuple et créer une appropriation des terres. Les parents touaregs se posent la question de la scolarisation des enfants. Les Yaos ont le téléphone portable et la télévision. Cette acculturation fait perdre les valeurs de ces sociétés, Pourtant, ces peuples font preuve d'une force morale et d'une solidarité exceptionnelles, qui devraient faire modèle (voir *Ici et partout. Trois étapes d'écologie critique pour planète mutante* sur www.gervereau.com).

Alors, ne faisons pas de caricature inversée. Certains souffrent. Les Inuit ne regrettent pas l'igloo et la vie nomade, qui était dure. Ils tentent d'en conserver les valeurs. Ils arrivent à maintenir des modes de vie collectifs : partage des produits de la chasse, porte des maisons ouvertes jour et nuit, visites les uns aux autres. Leur supermarché appartient au village dont chaque habitant est actionnaire, comme la banque. Voilà qui changerait totalement nos campagnes. Les maisons appartiennent à la mairie qui les attribue. Pas d'héritage hormis quelques objets. Et, quand les jeunes partent dans le « Sud » (le reste de la planète, de Montréal à Mexico ou Paris et Shangai), ils restent au maximum deux ans pour revenir dans leur petit réseau local, dépendant totalement de l'extérieur pour le moindre produit ou matériau, mais autarcique dans son fonctionnement collectif et riche en fait de ses ressources minières.

N'y a-t-il pas à apprendre ? Nous qui sommes si fragiles moralement et si accumulateurs de biens souvent inutiles (ne parlons pas de l'accumulation irréaliste d'un argent qui ne sert à rien). La tentation néo-autarcique reste légitime, partout, et compréhensible. Elle permet de retrouver du sens à ses gestes. Elle n'est probablement pas le moyen d'organiser des milliards d'individus mais peut inspirer les modes de vie et de pensée de milliards d'individus. Regardons à cet égard la force morale de la société japonaise shintoïste, de ce pays esthétique sur des volcans, battu par les cyclones et les catastrophes atomiques.

Il est temps de diversifier nos modèles, de cesser de penser que la culture européenne et son mode de vie sont à appliquer partout quand nous ne savons plus accepter la catastrophe (aussi probable que son contraire) et avoir l'énergie de rebâtir, l'imagination de réinventer, la volonté d'assainir et d'innover. Notre rêve prométhéen a chu. Nous ne maîtriserons jamais la nature comme il n'est pas souhaitable que nous maîtrisions la mort. Nous chercherons. Nous expérimentons. Nous élargirons nos connaissances. Et nous nous tromperons avec les meilleures intentions du monde.

Le tri rétro-futuro se situe bien là : dans la nécessité désormais de choisir entre l'ancien et le nouveau, l'ici et l'ailleurs, de bouger, de changer. Il n'est pas souhaitable de construire des sociétés de l'assurance, de la conservation, de la censure, de la durée. Durer pour quoi faire ? Durer comment ? Dans l'ennui ? C'est à une crise totale des valeurs que nous assistons et les plus forts ne sont pas ceux que l'on croit.

L'évidence locale-globale, un grand écart indispensable

Nous avons tout faux. Nous nous accrochons à nos « pays » dans un nationalisme éculé. Osons le dire, cette idée de nation, issue de la Révolution des États-Unis et de la Révolution française a eu le mérite de faire progresser l'idée de droits humains, a lié des communautés dispersées (l'Allemagne ou l'Italie), mais a provoqué de nombreuses guerres fratricides en Europe, au Moyen-Orient, en Asie ou en Afrique.

Issus toutes et tous des pérégrinations d'*homo sapiens* sorti d'Afrique probablement vers 65 000 ans, nous sommes donc en fait toutes et tous des Africains. L'histoire nous apprend ainsi qu'il n'y pas de civilisation « pure », qu'elles subissent toujours des influences, qu'elles sont périssables, que les circulations planétaires ont existé de tous temps. Un des plus beaux exemples est ce fameux trésor de Begram en Afghanistan où furent retrouvées côte à côte des pièces de la Grèce d'Alexandre, de la civilisation de l'Indus et de Chine. Les routes dites de la soie furent des routes — par terre et par mer — d'échanges intenses entre trois continents : l'Asie, l'Afrique et l'Europe.

Il est donc temps d'aboutir au dépérissement de l'idée de Nation, de frontières, qui sont des absurdités, pour prendre en compte les responsabilités et les engagements globaux. Toute guerre est une guerre civile et ne peut plus laisser indifférente la communauté humaine. Elle doit établir des règles de justice et de police. Cela n'enlèvera rien à nos **identités imbriquées** ni à nos **histoires stratifiées** du local au global. Cela n'empêchera pas la défense de langues et de comportements – au contraire. Nous nous sentirons toujours bretons, alsaciens, et français et européen et terrien. **Et nous n'avons pas honte d'être français quand nous songeons à Rabelais, Condorcet, Flaubert, Pasteur ou Monet, Marie Curie, Marcel Carné et Simone Veil, comme nous n'avons pas honte de nous sentir bavarois, allemands et européens, terriens.** Nous sommes fiers ici de traverser des paysages si différents, chantés par Péguy ou Giono, et de déguster (trop cher maintenant) des plats de terroir et des vins. Nous aimons profondément ce pays, même s'il ne nous le rend pas toujours. Mais, quand nous voyageons, nous pouvons aimer aussi passionnément le Sahara ou Brooklyn et leurs habitants.

Voilà pourquoi il est tellement dérisoire de s'accrocher aux barrières nationales comme à un filet protecteur. C'est un mensonge et une illusion, quand, par exemple la France a plus d'un tiers de ses salariés qui travaillent pour l'exportation, que c'est le premier pays touristique au monde, et que son territoire ne se limite pas à l'hexagone mais s'étend sur tous les continents. **Tant que des règles équilibrées n'auront pas été mises en place (et respectées), il devient urgent de constituer de grands blocs continentaux protecteurs.**

Et puis il n'est pas choquant de faire de la préférence locale. Ce n'est pas au niveau national que se jouent les choses désormais mais dans un retour indispensable au local. A chacune et à chacun de favoriser une agriculture vivrière de proximité. A chacune et à chacun de devenir des **consommateurs-acteurs** et de favoriser le développement des entreprises locales. **La désertification est aussi une déresponsabilisation.** A chacune et à chacun de pousser à

des micro-commerces/administrations polyvalents dans les petites communautés. A chacune et à chacun de privilégier la forme coopérative et le mutualisme, les entreprises éthiques dans leur fonctionnement interne et dans leurs rapports avec les fournisseurs. L'innovation est à nos portes. Elle passe par un tissu de PME réactives pour des publics engagés dans l'organisation de leur vivre-en-commun. **Des spectateurs-acteurs qui font et font savoir.**

L'entraînement local-global pour l'ensemble de la planète, il est bien là. Il est dans le réveil des micro-communautés en réseaux. L'État doit favoriser au maximum l'expérimentation locale. De toute façon, fera-t-on jamais la même agriculture en Beauce et dans les Alpes? Veut-on vivre à Saint-Agrève comme à Marseille? **Les États sont des étages utiles**, sous peine de gageure et de cacophonie, **dans une structuration fédéraliste du pouvoir par niveau: niveau communal et intercommunal, niveau régional, niveau national, niveau continental, niveau planétaire.** Tous les niveaux sont fondamentaux dans le bon équilibre local-mondial.

Et l'État national doit retrouver sa place d'arbitre, de porteur du local vers le mondial, de facteur de justice, de défenseur de l'environnement et d'organisateur d'une structure équilibrée sur son territoire de **pôles d'excellence en réseaux**. La démocratie directe doit, parallèlement, pouvoir s'insinuer régulièrement par des référendums locaux. Mais c'est au politique de prendre ses responsabilités et d'imposer aussi des décisions impopulaires. Voilà pourquoi il est temps de rénover la vie politique par des décisions de bon sens.

Au niveau local, le cumul des mandats est malsain. Un âge limite doit être établi (70 ans, par exemple). Les mandats locaux ne doivent pas se renouveler au-delà de deux. Toute la population locale vote aux élections locales. Aux élections nationales, chacun vote dans son pays. Dans le cas de bicamérisme (deux assemblées), il serait logique d'avoir une assemblée vraiment nationale élue à la proportionnelle et une assemblée élue pour représenter le local, les territoires. L'élection d'un Président d'État ou d'une entité continentale n'a de sens qu'au suffrage universel pour une durée (peut-être 7 ans) non reconductible, de manière à encourager les décisions courageuses plutôt qu'une atmosphère démagogique de campagne électorale perpétuelle.

De telles réformes devraient favoriser le mouvement. A chaque entité de chercher des solutions variées, d'expérimenter. Elles seront sûrement plus dynamiques pour renouveler les engagements que des politiques de quotas pour les femmes ou les catégories socio-professionnelles. En revanche, des examens de santé devraient faire cesser le scandale du vote de vieillards grabataires (après tout, on ne vote pas avant 18 ans non plus ou en cas de condamnation pénale).

C'est ainsi à une libération des forces locales que nous appelons, à une prise en mains par toutes et tous de son devenir particulier et de l'organisation du vivre-en-commun. A une **responsabilisation**. Nous ne sommes ni des victimes, ni des consommateurs impuissants, nous sommes **RESPONSABLES** de ce qui nous arrive, responsables de la manière dont nous prenons ce qui nous arrive. A tout âge, de toutes les façons (j'écris plus que je n'agis), il faut ainsi s'investir dans une **conjugaison des générations** pour faire bouger la vie locale, élément fondamental des solidarités et du bien-vivre en commun.

Chacun sauvera le monde. Chacun aura toujours à sauver le monde.

Le retour du politique : des gouvernements de nécessités

La charge de la preuve a changé de camp : oui, le système communiste étatique a failli ; oui, le capitalisme industriel d'accumulation de l'argent est un échec pour les questions de justice, d'état moral des populations et de destruction des ressources planétaires avec pollutions gigantesques de l'eau, de l'air et de la terre, sans compter les acculturations sauvages. On pourrait presque dire désormais : tentons tout ce qui n'est ni le système autoritaire, ni le laisser-se-goberger les puissants, ce sera intéressant. **Nous ne sommes pas les utopistes d'aujourd'hui, nous sommes les réalistes.** Les utopistes sont celles et ceux qui entretiennent ce qui a failli par défaut d'imagination et peur du changement, au risque de l'explosion, qui se répètent inlassablement et pèsent sur les auto-censures.

Les explosions sont cependant toujours dangereuses, car elles portent d'un extrême à un autre, tout aussi inopérant et néfaste. Nous préférons les transformations, les essais, les imperfections. Par la base, par l'expérimentation. Cessons alors la lâcheté des petits politicards qui pratiquent l'immobilisme pour ne pas être impopulaires (agir, c'est déplaire à certains), repoussant à demain les décisions qu'ils savent nécessaires, jouant sur le populisme et manipulés par les lobbies. Un exemple concret : **autant nous exécrons l'écologie sectaire qui veut contraindre tous les actes de la vie quotidienne dans une sorte d'hygiénisme rationaliste concentrationnaire, autant il est inadmissible de nier des évidences.** L'énergie nucléaire est une solution potentiellement tellement dangereuse qu'elle **N'EST PAS UNE SOLUTION DURABLE.** Comme les Allemands, les Français doivent en sortir progressivement et travailler sur les énergies renouvelables en expérimentant des solutions variées liées à un arrêt des gabegies. C'est un cap, ce sera créateur d'emploi, c'est la voie de la raison.

Nous entrons dans le temps de la **DIVERSITÉ**, diversité des agricultures, diversité des énergies, diversité des consommations, diversité des modes de vie. Le retour du politique correspond alors à cette volonté claire de parler de ce que nous pouvons faire ici et maintenant, dans notre espace de vie. C'est un langage de la vie en commun, de l'intervention dans la cité, de la **RESPONSABILITÉ** individuelle et collective.

De la même manière que nous avons défini le cadre (un fédéralisme par niveau), tâchons maintenant de réfléchir à ce qui nous est vraiment nécessaire, de bâtir pour les États des **gouvernements de nécessités**. Ces gouvernements de nécessités correspondent à des réflexions évolutives sur ce qu'est de la bonne compétence au bon endroit. **Ainsi, suivant des règles qui peuvent évoluer – avec une conception de la politique EXPÉRIMENTALE —, il convient de redonner aux habitants le maximum de maîtrise directe sur leurs modes de vie.** Cela signifie une décentralisation accrue et un amaigrissement des États nationaux – qui ne conduit pas forcément à un amaigrissement des services publics mais une meilleure répartition de leur niveau de compétence pour une meilleure efficacité.

Les questions de l'**UTILITÉ** et de l'**EFFICACITÉ** sont fondamentales pour tout ce qui fonc-

tionne avec de l'argent commun. D'autant plus – nous l'avons vu — que certaines et certains peuvent choisir l'autarcie en sortant de ce pacte commun évolutif. Ainsi, le travail en réseau de pôles de compétences ou d'excellence structurent l'offre. Ainsi, les citoyens ont une maîtrise et un contrôle sur leurs services. Le retour au local c'est aussi cela: un retour à du contrôle de proximité avec des mécanismes d'évaluations et de suggestions d'autant plus faciles qu'Internet y incite.

Reprenons maintenant une à une les missions de l'État et centrons-nous sur ce dont nous avons vraiment besoin en égrenant les domaines ministériels, qui sont chacun des thématiques d'action. À chaque fois, nous comprendrons cependant que les strates de responsabilités peuvent s'étagier: par exemple, si la justice se réalise localement, elle le fait au nom de règles qui peuvent être régionales, nationales, continentales ou mondiales.

Ministère de l'Éducation

L'éducation est une fonction première. Elle peut, suivant les pays, être en partie privatisée, locale, parentale, communautaire (populations isolées, en forêt, comme en Guyane)... Si ces compétences sont légitimement nationales, la diversité impose qu'elles ne deviennent pas planétaires, pour éviter un « moule » collectif.

Qu'attend-on de l'éducation? De donner aux enfants de 5 à 10 ans d'abord (le moment d'apprentissage des fondamentaux) une **boussole éducative** corrigeant les différences de conditions et permettant à chacune et chacun de disposer d'outils de base pour choisir et s'orienter. À cet égard, il devrait rentrer dans le **Pacte planétaire évolutif** le fait qu'aucune discrimination ne soit opérée, ni socialement, ni entre les garçons et les filles.

En quoi consiste la boussole éducative? En dehors de cas particuliers concernant des populations très isolées ayant surtout la nécessité de savoirs traditionnels sur leur environnement, il s'agit de buts simples: **maîtrise de son corps** (gymnastique, danse), **maîtrise de sa voix** (chant, théâtre, langues), **maîtrise de son écoute** (histoire générale des musiques du monde), **maîtrise de son regard** (histoire générale de la production visuelle humaine), **maîtrise du goût et de l'odorat**, et bien sûr **maîtrise de la lecture**, **maîtrise de la ou des écritures**, **maîtrise du calcul**. A cela s'ajoutent des connaissances de base sur le temps et l'espace, **nécessairement stratifiées** (local-national-continentale-planétaire-global): comment se situer? L'histoire chronologique longue – de la préhistoire à aujourd'hui — se fait ainsi de façon stratifiée, comme la géographie ou l'étude de la nature. A un âge plus avancé, l'histoire mondiale des religions et celle des philosophies permettent de comprendre la diversité de conceptions du monde.

Ces éclairages de base sont fondamentaux. Ce sont eux qui constituent l'enjeu éducatif principal. Ensuite, des filières variées peuvent s'opérer, certaines directement professionnalisantes, d'autres orientant vers la recherche ou des études longues.

Le citoyen acquiert des savoirs fondamentaux qui lui permettent ensuite de choisir et changer en connaissance de cause. L'éducation se fait, par des biais divers, tout au long de la vie. Cette curiosité critique est l'aventure d'une vie.

Ministère de l'Environnement

Voilà un domaine large et essentiel. Il a forcément une dimension planétaire car les pollutions ignorent les frontières et nourrir les humains s'impose partout. Cependant, il est temps de faire du « sur-mesure » souple suivant les lieux, les besoins, les traditions. Énergies, transports, il n'y a pas « une » solution mais une diversité de possibilités. Il s'agit donc d'un domaine totalement stratifié, de l'individu au mondial.

Le local, le vivrier doit être préservé ou redéveloppé par rapport aux monocultures. La diversité est une règle: biodiversité, diversité de méthodes et diversité de cultures.

Il s'agit aussi de rebattre les cartes en réconciliant les agriculteurs et les écologistes (aux intérêts communs), même les écologistes et les chasseurs, d'avoir des approches pragmatiques, évolutives, liées à une recherche changeante. De même l'environnement n'est pas l'ennemi des entreprises mais, au contraire, aide les entreprises à réorienter leurs méthodes et leurs productions vers des pratiques durables et donc davantage rentables.

Ministère de la Santé

Quand nous sommes une communauté de 7 milliards d'individus avec une durée de vie qui s'allonge, la santé devient, là encore, un domaine stratifié du local au planétaire. Au niveau planétaire, la lutte contre la mortalité infantile a un corollaire: l'aide au contrôle des naissances. De même, l'allongement de la vie doit mener à une vraie réflexion collective sur des questions délicates auxquelles les populations ne sont pas préparées: qu'est-ce que « vivre » ? Peut-on accéder au désir de disparaître de personnes diminuées? Est-il raisonnable de faire durer des corps qui sont de pré-cadavres? Comment accompagner les pertes de conscience et d'autonomie (Alzheimer ou autres) ?

La gestion des populations est une question planétaire. Leurs modes de vie doivent rester des choix individuels. La prévention généralisée est une information essentielle. En revanche, l'hygiénisme pour une uniformisation comportementale contrevient aux libertés fondamentales. De plus, des comportements à risques doivent être acceptés: certains peuvent préférer vivre intensément (suivant leur perception) que longtemps. La durée n'est pas une vertu.

À cet égard, il est temps d'avoir le courage d'autoriser les drogues dites « douces », avec un vrai travail d'information et de prévention, mais comme il est nécessaire pour le tabac, l'alcool ou le sucre. Le citoyen informé choisit son comportement. Il n'est pas pénalisé pour un comportement à risque.

L'accès aux soins suivant le développement de la médecine scientifique reste une nécessité planétaire. Il ne supprime pas les pratiques locales de médecines traditionnelles, mais les deux peuvent être complémentaires. Enfin, il faut se méfier d'une sorte de police comportementale qui serait mise en place par une « psychologisation » dès l'enfance. Là encore, jusqu'à un certain degré de souffrance ou de déviance dangereuse qui restera toujours difficile à déterminer, les individus peuvent se développer de façons variées avec des pensées et des croyances variées.

Il vaudrait mieux d'ailleurs considérer chaque médecin, non pas comme « Docteur pilules », mais comme un conseiller médical du corps et de l'esprit, qui donne des avis, avec de vrais généralistes.

Cet enjeu considérable suppose d'avoir des contrôles sur l'industrie des médicaments comme sur les industries alimentaires. Cela suppose aussi de permettre l'indépendance financière de certains chercheurs et la mise en place de commissions indépendantes.

Ministère de la Police

Dans le monde d'aujourd'hui, la notion de police change. Il est temps de sortir d'un stade puéril de haine des « keufs ». Bien sûr, la police a des règles à respecter et ne se comporte pas toujours correctement, même dans les pays démocratiques : la justice doit être là pour condamner les contrevenants. Son travail reste tout de même très difficile (voir le film *Faits divers* de Raymond Depardon) et indispensable dans des sociétés où il y aura probablement toujours des personnes au comportement dangereux. D'ailleurs, « Polis » veut dire en grec ancien « Cité » : c'est dire l'aspect indispensable de cette fonction pour assurer le vivre-en-commun.

La police est le bras armé de la justice et du législateur. C'est ce que nous pourrions appeler la police intérieure. Désormais, **il devient urgent aussi de penser à la transformation des armées en police internationale.** Une justice internationale et un pacte planétaire évolutif auront besoin de l'appui des polices intérieures mais aussi, du moins pendant un certain temps, d'une police planétaire capable de faire appliquer des décisions et d'arrêter des conflits armés. La seule dissuasion nucléaire n'y suffira pas, nous le constatons. Cela suppose de repenser les forces armées en forces d'intervention.

Cela suppose aussi de transformer les armées de conscription en police professionnelle internationale et de lier les états-majors par continents et globalement. Ce qui n'empêche nullement de maintenir, par exemple, l'idée de trois mois de service civique obligatoire pour garçons et filles.

Ministère de la Justice

La justice est devenue une langue étrangère. Compilation d'arguties, elle est incompréhensible aux citoyens moyens. Cela induit un système censitaire à deux vitesses : ceux qui ont de l'argent pour disposer des bons avocats (pratiquement intouchables), et les autres (condamnés avant d'être entrés dans la salle du tribunal). De plus, la justice est obstruée par un nouveau sport : **la victimisation.** Chacun, se portant victime, espère toucher des dividendes. Ce sport est né de quelques divorces lucratifs aux États-Unis et il s'est répandu. Désormais, il est renforcé par un mécanisme – né de bonnes intentions — très pervers : le principe de précaution. Alors, la déresponsabilisation de l'ensemble des sociétés a commencé avec la démission des cadres : dans l'entreprise (refus de montée en grade) ou dans les affaires publiques (démissions des maires). Il est temps d'arrêter cela, tout en condamnant ce qui est délictueux ou dangereux.

La justice doit évidemment être indépendante du pouvoir politique, même si l'immunité (durant son mandat) d'un dirigeant se comprend, sous peine d'arriver à la paralysie. La justice se pratique localement, nationalement, continentalement et planétairement, comme d'ailleurs les règles de conduite collective se décident aussi à tous ces niveaux.

La question la plus délicate reste l'application des peines, suivant l'âge et la nature de la condamnation. La prison n'est pas la seule solution. Et la prison elle-même doit être considé-

rée comme une prison-hôpital car c'est l'aspect curatif qui reste essentiel. L'évaluation de la folie et de la dangerosité resteront pourtant des questions toujours délicates.

La peine de mort demeure pratiquée dans le monde par des sociétés qui considèrent immoral de conserver à perpétuité des individus aux fautes impardonnables et avérées (bien plus que l'argument sans objet de l'aspect dissuasif de la peine : à un certain degré de gravité des actes, il n'a aucune valeur). D'autres, comme l'Europe, estiment que l'erreur judiciaire est toujours à nos portes et, dans ce doute perpétuel, un comportement humaniste impose de la supprimer. Débat planétaire.

Les moyens de la justice et de l'application des peines sont, avec l'éducation, une priorité absolue des sociétés actuelles.

Ministère de l'Économie

Alors que le politique dominait tout depuis la Révolution française jusqu'à la crise de 1929, l'économie est devenue l'obsession des dirigeants. Il s'agit pourtant d'un ensemble de techniques au service du politique et des entreprises, avec beaucoup d'aspects subjectifs de psychologie sociale.

Laissons les architectes diriger (les stratèges politiques) et remettons les plombiers (les économistes) à leur place légitime et nécessaire. L'économie n'est pas une science. Elle n'est pas non plus une règle universelle. Nous l'avons dit, il existe des micro-sociétés sans argent de chasse et de cueillette avec une consommation communautaire. Il existe des communautés autarciques.

Aujourd'hui, l'économie n'a de sens qu'au service d'un projet politique terrien de justice et de durabilité. L'argent est toujours une notion virtuelle. Seul le troc s'occupe de notions matérielles et la monétarisation est un troc indirect. Ne l'oublions jamais. Quels sont alors les buts premiers : nourrir et abriter tous les humains, le faire avec des méthodes qui ne détruisent pas les écosystèmes et permettent des évolutions basées sur la biodiversité.

Pour cela, il faut **assainir et innover**. Assainir en supprimant les accumulations d'argent improductives et innover en permettant des expérimentations variées. Le retour au local favorise des préférences locales avec des circulations planétaires. Des micro-climats météorologiques peuvent correspondre à des micro-climats culturels et économiques. **On ne souhaite pas vivre partout de la même manière sur la planète, ce qui induit des croissances diversifiées et des micro-marchés.**

Les entreprises et toutes les initiatives diverses restent essentielles (échec du communisme d'État supprimant la propriété privée et le marché) mais avec des règles locales et planétaires (organisation d'une réelle concurrence contre les monopoles ou les ententes illicites, interdiction d'un argent accumulé non réinvesti ou redistribué, suppression des paradis fiscaux et des dépôts mafieux, contrôle de l'héritage).

Un ministère de l'économie est un ministère qui favorise l'industrie et les réseaux des micro-entreprises. C'est un ministère qui répartit justement, très progressivement, l'impôt direct et aligne planétairement les impôts indirects. Hormis les micro-communautés autarciques, tout le monde paie l'impôt (même symboliquement). Un ministère de l'économie veille au bon usage de l'argent par l'État avec une commission de surveillance indépendante capable de

condamner les gabegies, de dénoncer les inefficacités. Il encourage à l'inverse les actes de plus-values monétaires et non-monétaires pour le bien commun.

Cela suppose aussi une transformation des syndicats en représentants obligés des salariés s'occupant des questions de fond : répartition des bénéfices (pour le privé) et juste rémunérations (pour le public), conditions de travail, attitudes éthiques, abolition de la séparation travail/loisir, formation au cours de la vie, emplois réservés aux handicapés. Mutualisme et coopératives devraient se développer.

Il faut aussi songer à tout le tissu associatif, à son apport indispensable pour l'insertion, pour la dignité sociale des plus faibles, pour la **conjugaison des générations**, contre une retraite-couperet totalement absurde. **Alors, tous les ministères favorisent délibérément l'économie des échanges et des plus-values non-monétaires, celles du don, de l'acte gratuit, du troc, des banques du temps, de la valorisation matérielle et immatérielle.**

Ministère de la Recherche

C'est un ministère fondamental à développer au niveau national et continental. La recherche concerne tous les domaines et un simple particulier peut innover – quelquefois en restaurant des pratiques anciennes. Le rôle des États est de permettre de maintenir des recherches en sciences humaines sans qu'elles soient systématiquement commanditées par des entreprises et aussi en sciences dites « exactes » qui puissent en partie toucher des domaines fondamentaux de la connaissance humaine. La recherche indépendante, contradictoire, aide à la décision politique.

La recherche peut être aidée sous forme de programmes pré-déterminés et planifiés, mais aussi en soutenant des milliers de demandes spontanées pour des sommes très variées et des buts aussi. Le savant, comme le pédagogue ou le créateur, doivent redevenir des modèles sociaux.

Ministère des Affaires étrangères

La question des affaires étrangères est une amorce de gouvernement continental et de **Conseil planétaire**. Autant le gouvernement continental mérite d'être dirigé par un Président élu par tous les citoyens du continent, reposant sur une Assemblée élue, autant le Conseil planétaire devrait être l'émanation des gouvernements continentaux.

Les affaires étrangères orientent la police planétaire et acceptent les décisions de justice planétaire. Il est décisif alors que soit écrit un **Pacte planétaire évolutif**, car la disparité trop grande des États est en l'occurrence nuisible. D'autre part, il devient impossible de tenir une attitude droit-de-l'homme en sélectionnant les gouvernements. Il vaut mieux un consensus à minima mais réaliste.

Le ministère des affaires étrangères épaula par ailleurs celui de l'économie pour les exportations et travaille avec la culture pour la diffusion planétaire des produits culturels.

Ministère des Cultures

Le Ministère des Cultures est un ministère qui porte le local vers l'international (voir le long article d'analyse sur www.see-socioecolo.com : « Pour un ministère des cultures »). D'abord, il

revalorise le tissu local en **défendant la diversité** et en redonnant la parole aux habitants (jurys tirés au sort, référendums locaux). Il le fait en élargissant la notion de « culture » aux « cultures », qui s'étend à tous les domaines d'expressions populaires. Il le fait en mettant en valeur des **pôles d'excellence en réseaux**.

Ce ministère porte les **industries culturelles**, favorise l'innovation et l'exportation. Avec le patrimoine (choissant dans la clarté la restauration et la non-restauration, hors lobbys et architectes juges et partie), il promeut un tourisme raisonné.

Ce ministère enfin **fait image** en rassemblant les outils de communication publics et en organisant tout le secteur. Il travaille avec le secteur éducatif sur la valorisation patrimoniale, en faisant se combiner les initiatives pédagogiques en ligne, de production de programmes grand public et de banques de ressources pour les chercheurs.

Les cultures sont locales, nationales, continentales.

Pays-mondes et Pacte terrien évolutif

Nous le comprenons désormais: tous les pays sont des patchworks. Nous l'apercevons en Lybie, en Syrie, en Chine aux si nombreuses langues... Ce sont, avec les migrations, des **pays-mondes**. Certains, de plus, sont des **pays-continent**s (États-Unis, Canada, Russie, Chine, Australie, Inde). Un gouvernement stratifié fédéral est donc nécessaire pour traiter chaque question à son bon niveau de responsabilité.

Au niveau mondial, il ne faut pas tout centraliser. Mais un **Conseil planétaire** doit se trouver investi de responsabilités claires: **environnement, économie, justice, police, santé**. Les compétences ne doivent pas être trop élargies, sous peine de limiter la liberté et les initiatives. Cela n'empêche nullement que ces cinq domaines soient aussi traités aux autres niveaux, jusqu'au niveau local.

Notre monde relatif doit se structurer en feuilletage pour préserver les libertés individuelles et le devenir collectif. C'est le juste équilibre, qui sera toujours à défendre. Dans ce cadre, un **Pacte terrien évolutif** devient urgent pour irriguer une justice planétaire et des actes de police planétaire.

Les prévisionnistes sont des statisticiens. Ils oublient l'accident, l'impondérable et les transformations historiques. Osons donc parler face à l'histoire, car nous ne pourrons de toute façon pas davantage nous tromper que les esclaves du présent.

Voilà des objectifs clairs. Ils sont les seuls réalistes. Sortons des marasmes, des gabegies, des dysfonctionnements, des cécités, des crimes... Voyons les objectifs et les moyens d'y parvenir.

Nous prenons date.

Décembre 2011

Ils sont sourds ?

Envoyons des signes et prenons date !

Paralysie et surdité. Voilà comment peut se décrire le fossé entre les dirigeants et les habitants. Paralysie des habitants réduits à l'état d'exécutants et de consommateurs addictifs passifs. Surdité de dirigeants qui vivent entre eux, se renouvellent comme une caste, ne détèlent qu'à la mort.

Les qualificatifs peuvent s'inverser. Populations sourdes à toute promesse, autistes et repliées sur le cocooning ou le communautarisme régressif, apeurées et fermées sur leurs quelques « biens » ou jetées hors de la société. Dirigeants paralysés, eux, dans des schémas préétablis, incapables de penser le monde en transformations.

Pourtant, gouverner, c'est choisir, pour sa vie quotidienne comme pour l'État. L'Apocalypse est là ? Nous sommes dans la catastrophe ? Raison de plus pour penser et s'organiser. Nous, les invisibles, parlons. Et nous sommes des millions.

Cela fait longtemps que nous sommes INDIGNÉS et même RÉSISTANTS. Voilà le moment de devenir EXPÉRIMENTATEURS d'une Terre toujours à transformer.



Laurent Gervereau est né en 1956. Écrivain, philosophe et cinéaste, il a dirigé des musées et développé l'analyse de tous types d'images en liaison avec le développement d'une histoire générale du visuel (www.decryptimages.net). Il conseille SEE-socio eco evolutionists (www.see-socioecolo.com), club de réflexion fondé en 2010 au Brésil et au Canada qui vise à lier les impératifs de justice sociale et de durabilité globale. Il prône une philosophie de la relativité dans des rapports locaux-globaux et un tri rétro-futuro (cf ses livres sur www.gervereau.com), une écologie critique et des regards croisés pour expérimenter de nouveaux comportements (voir les 7 films longs-métrages du « cinéma espresso » diffusés par www.adav-assoc.com).